

## COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2002 — 865

[C — 2002/31081]

**7 FEVRIER 2002. — Arrêté 2000/600 du Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitales portant réglementation en matière de frais de parcours**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, tel que modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le règlement de la Commission française de la culture du 16 janvier 1979 résultant des déplacements effectués par le personnel;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 septembre 2000;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget donné le 11 octobre 2001;

Vu la délibération du Collège du 25 octobre 2001 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 32.450/2 du Conseil d'Etat, donné le 10 décembre 2001;

Vu le protocole n° 2001/7 du 9 octobre 2001 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française;

Sur la proposition du membre du Collège chargé de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Champ d'application et dispositions générales***Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.**Art. 2.** Le présent arrêté est applicable aux fonctionnaires, stagiaires et agents contractuels des services du Collège de la Commission communautaire française.**Art. 3.** Les frais de parcours résultant de déplacements effectués pour les besoins du service sont couverts par l'Administration dans les formes et dans les conditions fixées par le présent arrêté.**Art. 4.** Sont considérés comme déplacements pour les besoins du service :

Le déplacement entre la résidence administrative, soit le lieu sur lequel l'agent exerce majoritairement son activité professionnelle, et le lieu où le fonctionnaire ou le membre du personnel doit se rendre pour raison de service;

Le déplacement entre le domicile et le lieu de la mission, si la distance ainsi parcourue est plus courte qu'à partir de la résidence administrative et si le lieu de la mission est différent de la résidence administrative.

**Art. 5.** L'agent qui utilise son vélo pour des raisons de service a droit à une indemnité telle que prévue à l'article 22.**Art. 6.** Tout déplacement pour les besoins du service est subordonné à l'autorisation préalable du conseiller-chef de service ou de l'autorité hiérarchique de laquelle dépend l'agent.

Cette autorisation peut être générale notamment dans les cas où les intéressés sont appelés à se déplacer régulièrement.

Le Fonctionnaire dirigeant refuse le remboursement des frais de parcours lorsqu'il s'avère qu'il s'agit de déplacements non justifiés; il les réduit dans la mesure où ils seraient exagérés ou auraient normalement pu être évités.

**Art. 7.** Tout déplacement pour les besoins du service doit se faire à l'aide du moyen de transport le moins onéreux. Il ne peut être dérogé à ce principe que si l'intérêt du service l'exige.**Art. 8.** Dans l'intérêt du service, certaines personnes peuvent être autorisées à utiliser un moyen de transport personnel dans les cas suivants :

1. Absence de transport en commun;
2. Urgence dans les déplacements;
3. Transports d'objets volumineux ou encombrants;
4. Distorsion considérable entre la durée du déplacement en transport en commun et la durée du déplacement avec un moyen de transport personnel;
5. Lorsque le fonctionnaire ou le membre du personnel justifie d'un handicap nécessitant l'utilisation d'un moyen de transport personnel.
6. Autorisation spécifique accordée par le Fonctionnaire dirigeant.

CHAPITRE II. — *Dispositions particulières**Section 1<sup>re</sup>. — Utilisation des moyens de transport en commun***Art. 9.** Les fonctionnaires ou les membres du personnel qui ne sont pas en possession d'un abonnement valable pour le moyen de transport utilisé obtiennent le remboursement intégral du titre de transport.*Section 2. — Utilisation de moyens de transport appartenant à l'administration***Art. 10.** Les parcours effectués avec un véhicule appartenant à l'administration ne donnent droit à aucune indemnité; tous les frais résultant de l'utilisation et de l'entretien des véhicules sont à la charge de l'administration.**Art. 11.** Il est tenu pour chaque véhicule à moteur de l'administration, un livret de courses dont le modèle est fixé par le membre du Collège chargé de la Fonction publique.*Section 3. — Utilisation de moyens de transport personnels***Art. 12.** Les autorisations d'utiliser, pour les besoins du service, un véhicule personnel à moteur, font l'objet d'un arrêté pris par le membre du Collège chargé de la Fonction publique, sur avis favorable de l'Inspecteur des Finances. Cet arrêté détermine annuellement pour les services centraux et pour les sites extérieurs un contingent kilométrique maximum.

Ces autorisations sont subordonnées à la tenue d'un livret de courses identique à celui prévu à l'article 11 qui mentionne pour chaque déplacement, la date, le motif, les heures de départ et d'arrivée, la ou les destinations ainsi que le nombre de kilomètres parcourus.

Les fonctionnaires titulaires d'un grade classé aux rangs 16 ou 15 sont toutefois dispensés de la tenue de ce livret.

**Art. 13.** Le Fonctionnaire dirigeant répartit l'utilisation du contingent visé à l'article précédent entre les agents en fonction des besoins du service et contrôle si les conditions sont bien remplies.

**Art. 14.** Dans des cas exceptionnels justifiés, moyennant le respect des procédures décrites à l'article 12, un contingent complémentaire peut être octroyé dans le courant du 4<sup>ème</sup> trimestre de l'année considérée.

**Art. 15.** Le Fonctionnaire dirigeant introduit auprès du Membre du Collège chargé de la Fonction publique pour le 1<sup>er</sup> septembre de l'année qui précède, une demande relative au contingent kilométrique maximum visé à l'article 12.

**Art. 16.** Les agents qui utilisent pour leurs déplacements de service une voiture personnelle ont droit, pour couvrir tous les frais résultant de l'utilisation du véhicule, à une indemnité kilométrique dont le montant est fixé à 26 cents du kilomètre.

Ce montant est revu annuellement à la date du 1<sup>er</sup> juillet.

L'indemnité couvre tous les frais résultant de l'utilisation de la voiture personnelle, excepté les frais d'assurance tous risques qui sont pris en charge par l'administration si l'agent en fait la demande.

**Art. 17.** En cas de déplacement pour les besoins du service au moyen de transport autre qu'une voiture ou un vélo, le Membre du Collège chargé de la Fonction publique fixe l'indemnité kilométrique.

#### *Section 4. — Utilisation d'un moyen de transport privé*

**Art. 18.** Moyennant l'accord préalable de la Direction d'établissement ou du fonctionnaire dirigeant et dans des circonstances exceptionnelles, un membre du personnel peut être autorisé à être véhiculé en taxi pour des raisons de service.

**Art. 19.** Les frais de course sont dans ce cas et sur présentation d'un récépissé, intégralement remboursés au membre du personnel.

#### *Section 5. — Liquidation des débours*

**Art. 20.** Les débours engagés pour des déplacements pour les besoins du service sont remboursés sur la base des tarifs officiels dans le cas de l'utilisation des transports en commun ou, dans le cas de l'utilisation d'une voiture personnelle, sur base des kilomètres réellement parcourus.

**Art. 21.** La liquidation des frais de déplacement s'effectue mensuellement, au plus tôt le mois qui suit le ou les déplacements concernés.

Dans le cas d'une demande de remboursement de frais d'utilisation des moyens de transport en commun, le titre de transport sera joint à la déclaration de créance prévue en annexe 1 du présent arrêté.

L'indemnité prévue à l'article 15 est liquidée sur production de la déclaration de créance susmentionnée, appuyée d'un relevé détaillé établissant le nombre de kilomètres parcourus pour le service.

**Art. 22.** L'agent qui se déplace à vélo pour des raisons de service a droit à une indemnité qui est fixée forfaitairement à 15 cents le kilomètre.

L'indemnité est calculée en fonction du chemin le plus court et le plus sûr.

Elle est liquidée sur production d'une déclaration sur l'honneur appuyée d'un relevé trimestriel.

#### *CHAPITRE III. — Dispositions transitoires et finales*

**Art. 23.** Le règlement de la Commission française de la culture du 16 janvier 1979 portant sur les indemnités résultant des déplacements effectués par le personnel est abrogé.

**Art. 24.** Du 1<sup>er</sup> janvier 2001 au 30 juin 2001, l'indemnité kilométrique visée à l'article 16 est fixée à 10 francs le kilomètre. Du 1<sup>er</sup> juillet 2001 au 31 décembre 2001, elle est fixée à 10,63 francs le kilomètre.

**Art. 25.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2001.

**Art. 26.** Le Membre du Collège compétent pour la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 février 2002.

Par le Collège :

Membre du Collège, chargé de la Fonction publique,

F.-X. de DONNEA

Président du Collège,

E. TOMAS

Membre du Collège, chargé du Budget,

A. HUTCHINSON

## Annexe 1

## Déplacements de service effectués à l'aide d'un véhicule personnel

Nom de l'agent :

Service :

Grade :

Marque de véhicule :

Plaque :

N° de compte :

## Déclaration de créance

Date	Parcours	Km	Motif du déplacement	Signature

Visa de l'autorité hiérarchique

Accord du fonctionnaire dirigeant

Visa du Directeur d'Administration

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant réglementation en matière de frais de parcours.

Par le Collège :

Membre du Collège, chargé de la Fonction publique,  
F.-X. de DONNEAPrésident du Collège,  
E. TOMASMembre du Collège, chargé du Budget,  
A. HUTCHINSON

—

## Annexe 2

## Déplacements de service effectués en transport en commun

Nom de l'agent :

Service :

Grade :

N° de compte :

## Déclaration de créance

Date	Utilisateur	Motif du déplacement	Signature

Visa de l'autorité hiérarchique

Accord du fonctionnaire dirigeant

Visa du Directeur d'Administration

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant réglementation en matière de frais de parcours.

Par le Collège :

Membre du Collège, chargé de la Fonction publique,  
F.-X. de DONNEAPrésident du Collège,  
E. TOMASMembre du Collège, chargé du Budget,  
A. HUTCHINSON

## VERTALING

## FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2002 — 865

[C — 2002/31081]

**7 FEBRUARI 2002. — Besluit 2000/600 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende reglementering inzake parkoerskosten**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 betreffende de hervorming van de instellingen, inzonderheid artikel 87, § 3, zoals gewijzigd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het reglement van de Franse Cultuurcommissie van 16 januari 1979 resulterend uit de verplaatsingen uitgevoerd door de personeelsleden;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën uitgebracht op 8 september 2000;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College belast met de Begroting uitgebracht op 11 oktober 2001;

Gelet op de beraadslaging van het College van 25 oktober 2001 op het verzoek tot advies te geven door de Raad van State binnen een termijn die één maand niet overschrijdt;

Gelet op het advies 32.450/2 van de Raad van State uitgebracht op 10 december 2001;

Gelet op het protocol nr. 2001/7 van 9 oktober 2001 van het Sectorcomité XV van de Franse Gemeenschapscommissie;

Op voorstel van het Lid van het College belast met Openbaar Ambt;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Onderhavig besluit regelt, in toepassing van het artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 127 en 128 ervan.

**Art. 2.** Onderhavig besluit is van toepassing op de ambtenaren, stagedoende en contractuelen, van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

**Art. 3.** De parkoerskosten resulterend uit de verplaatsingen uitgevoerd voor de behoeften van de dienst worden gedekt door de Administratie in de vorm en de voorwaarden bepaald door onderhavig besluit.

**Art. 4.** Worden beschouwd als verplaatsingen voor de behoeften van de dienst :

De verplaatsing tussen de administratieve verblijfplaats, hetzij de plaats waar de beambte zijn beroepsbedrijvigheid in hoofdzaak uitvoert, en de plaats naar waar de ambtenaar of het personeelslid zich moet begeven om dienstredenen;

De verplaatsing tussen de woonplaats en de plaats van de opdracht, indien de afstand aldus afgelegd korter is dan vanaf de administratieve verblijfplaats en indien de plaats van opdracht verschillend is van die van de administratieve verblijfplaats.

**Art. 5.** De beambte die zijn fiets gebruikt voor dienstredenen heeft recht op een vergoeding zoals bepaald in het artikel 22.

**Art. 6.** Iedere verplaatsing voor dienstredenen is ondergeschikt aan de voorafgaande toestemming van de Adviseur - Diensthooft of de hiërarchische overste waarvan de beambte afhangt.

Deze toelating kan algemeen zijn, zoals meer bepaald in de gevallen waarbij de betrokken regelmatig geroepen zijn zich te verplaatsen.

De Leidend ambtenaar weigert de terugbetaling van de parkoerskosten indien blijkt dat het om niet-verantwoorde verplaatsingen gaat; hij beperkt ze, voor zover ze overdreven zijn of normaal gezien hadden kunnen worden vermeden.

**Art. 7.** Elke verplaatsing voor de behoeften van de dienst moet gebeuren aan de hand van het goedkoopste transportmiddel. Er mag aan dit principe maar worden afgeweken indien het belang van de dienst dit vereist.

**Art. 8.** In het belang van de dienst, kunnen sommige personen de toelating krijgen om een persoonlijk vervoermiddel te gebruiken in onderstaande gevallen :

1. Gebrek aan openbaar vervoer;
2. Hoogdringendheid in de verplaatsingen;
3. Vervoer van omvangrijke of grote objecten;
4. Aanzienlijk verschil tussen de duur van de verplaatsing met het openbaar vervoer en de duur van de verplaatsing met een persoonlijk vervoermiddel;
5. Als de ambtenaar of het personeelslid een handicap verantwoordt die het gebruik vergt van een persoonlijk vervoermiddel.
6. Specifieke toelating van de Leidend Ambtenaar.

HOOFDSTUK II. — *Bijzondere Bepalingen**Afdeling 1. — Gebruik van het openbaar vervoer*

**Art. 9.** De ambtenaren of de personeelsleden die niet in het bezit zijn van een geldig abonnement voor het gebruikte vervoermiddel bekomen een volledige terugbetaling van hun vervoersbewijs.

*Afdeling 2. — Gebruik van de vervoermiddelen behorende tot de administratie*

**Art. 10.** De parkoersen afgelegd met een voertuig behorende tot de administratie geven geen recht tot een vergoeding; alle kosten resulterend uit het gebruik en het onderhoud van de voertuigen vallen ten laste van de administratie.

**Art. 11.** Voor elk motorvoertuig van de administratie, wordt een boordboekje bijgehouden, waarvan het model wordt bepaald door het Lid van het College belast met het Openbaar Ambt.

*Afdeling 3. — Gebruik van de persoonlijke vervoermiddelen*

**Art. 12.** De toelatingen om gebruik te maken, om dienstredenen, van een persoonlijk motorvoertuig, maken het voorwerp uit van een besluit genomen door het lid van het College belast met het Openbaar Ambt, op gunstig advies van de Inspecteur van Financien. Dit besluit bepaalt jaarlijks voor de centrale diensten en voor de buitensites een maximum kilometeraantal.

Deze toelatingen zijn ondergeschikt aan het bijhouden van een boordboekje dat identiek is als dit voorzien in het artikel 11 dat voor elke verplaatsing melding maakt van de datum, de reden, de vertrek- en aankomsturen, de verplaatsing(en) en het aantal afgelegde kilometers.

De ambtenaren behorende tot een graad onder rang 16 of 15 zijn evenwel vrijgesteld van het bijhouden van een dergelijk boordboekje.

**Art. 13.** De leidend ambtenaar verdeelt het gebruik van het kilometeraantal beoogd in voorgaand artikel onder de beambten in functie van de behoeften van de dienst en kijkt na of de voorwaarden wel degelijk zijn vervuld.

**Art. 14.** In uitzonderlijk verantwoorde gevallen, mits de naleving van de procedures beschreven in het artikel 12, kan een bijkomend kilometeraantal worden toegekend in de loop van het 4<sup>de</sup> trimester van het beschouwde jaar.

**Art. 15.** De leidend ambtenaar dient bij het Lid van het College belast met het Openbaar Ambt voor 1 september van het voorafgaande jaar, een aanvraag in betreffende het maximum kilometeraantal beoogd in het artikel 12.

**Art. 16.** De beambten die voor hun dienstverplaatsingen een persoonlijk voertuig gebruiken, hebben recht, om alle kosten te dekken resulterend uit het gebruik van het voertuig, op een kilometervergoeding waarvan het bedrag is vastgesteld op 26 cent per kilometer.

Dit bedrag wordt jaarlijks herzien op datum van 1 juli.

De vergoeding dekt alle kosten die resulteren uit het gebruik van het persoonlijk voertuig, behoudens de verzekeringskosten all-risk die ten laste worden genomen door de administratie indien de beampte hierom verzoekt.

**Art. 17.** In geval van verplaatsingen om dienstredenen met een vervoermiddel ander dan een auto of een fiets, bepaalt het Lid van het College belast met Openbaar Ambt de kilometervergoeding.

*Afdeling 4. — Gebruik van een privé-vervoermiddel*

**Art. 18.** Mits de voorafgaande toestemming van de Directie van de instelling of de leidend ambtenaar en in uitzonderlijke omstandigheden, kan een personeelslid de toelating krijgen verplaatst te worden in een taxi voor dienstredenen.

**Art. 19.** De kosten voor de verplaatsing worden in dit geval en op voorlegging van een ontvangstbewijs, integraal terugbetaald aan het personeelslid.

*Afdeling 5. — Uitbetaling van de onkosten*

**Art. 20.** De aangegane onkosten voor verplaatsingen voor dienstredenen worden terugbetaald op basis van de officiële tarieven in geval van gebruik van het openbaar vervoer of, in het geval van gebruik van een persoonlijk voertuig, op basis van de werkelijk afgelegde kilometers.

**Art. 21.** De uitbetaling van de verplaatsingsonkosten gebeurt maandelijks, ten vroegste in de maand die volgt op die van de betrokken verplaatsingen.

In het geval van een verzoek tot terugbetaling van onkosten voor het gebruik van de middelen van openbaar vervoer, wordt het vervoersbewijs bijgevoegd aan de schuldvordering voorzien in bijlage 1 van onderhavig besluit.

De vergoeding voorzien in artikel 15 wordt uitbetaald op voorlegging van de bovenstaande schuldvordering, gesteund met een gedetailleerde opmeting met het aantal kilometers afgelegd voor de dienst.

**Art. 22.** De beampte die zich met de fiets verplaatst om dienstredenen heeft recht op een vergoeding die forfaitair is vastgesteld op 15 cent per kilometer.

De vergoeding wordt berekend volgens de kortste en veiligste weg.

Ze wordt uitbetaald op voorlegging van een verklaring op de eer, gesteund door een driemaandelijke opmeting.

*HOOFDSTUK III. — Overgangs- en eindbepalingen*

**Art. 23.** Het reglement van de Franse Cultuurcommissie van 16 januari 1979 houdende de vergoedingen ingevolge de verplaatsingen uitgevoerd door de personeelsleden wordt geschrapt.

**Art. 24.** Van 1 januari 2001 tot 30 juni 2001, wordt de kilometervergoeding beoogd in artikel 16 bepaald op 10 frank per kilometer. Van 1 juli 2001 tot 31 december 2001, wordt ze bepaald op 10,63 frank per kilometer.

**Art. 25.** Onderhavig besluit wordt van kracht op 1 januari 2001.

**Art. 26.** Het Lid van het College bevoegd voor het Openbaar Ambt wordt belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 7 februari 2002.

Namens het College :

Lid van het College, belast met Openbaar Ambt,  
F.-X. de DONNEA

Voorzitter van het College,  
E. TOMAS

Lid van het College, belast met Begroting,  
A. HUTCHINSON

## Bijlage 1

Dienstverplaatsingen door middel van een persoonlijk voertuig

Naam van de agent : Dienst : Graad :  
Merk van het voertuig : Nummerplaat : Rekening nr. :

## Schuldvordering

Datum	Parkeers	Km	Reden voor de verplaatsing	Handtekening

Visum van de hiërarchische overheid

Toelating van de leidend ambtenaar

Visum van de Bestuursdirecteur

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van het College van de Frane Gemeenschapscommissie houdende reglementering inzake parkoerkosten.

Namens het College :

Lid van het College, belast met het Openbaar Ambt,  
F.-X. de DONNEA

Voorzitter van het College,  
E. TOMAS

Lid van het College, belast met de Begroting,  
A. HUTCHINSON

## Bijlage 2

Dienstverplaatsingen uitgevoerd met het openbaar vervoer

Naam van de agent : Dienst : Graad :  
Rekening nr. :

## Schuldvordering

Datum	Gebruiker	Reden voor de verplaatsing	Handtekening

Visum van de hiërarchische overheid

Toelating van de leidend ambtenaar

Visum van de Bestuursdirecteur

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van het College van de Frane Gemeenschapscommissie houdende reglementering inzake parkoerkosten.

Namens het College :

Lid van het College, belast met het Openbaar Ambt,  
F.-X. de DONNEA

Voorzitter van het College,  
E. TOMAS

Lid van het College, belast met de Begroting,  
A. HUTCHINSON